

« Être radical, c'est aller à la racine des problèmes et à la hauteur des solutions »



Le “pouvreautisme”, maladie de la presse et de la société

Avant d'arriver à Tours, je ne le connaissais pas, je n'avais jamais entendu parler de lui. Installé, j'ai même mis un bon moment à m'apercevoir du phénomène : cet homme est, en fait, plus, beaucoup plus qu'un homme. Une figure, que dis-je ?, une institution. Inégalable, insubmersible, indémodable. Intolérable en fin de compte, ici ou partout.

Mais commençons par le commencement, le pedigree : Olivier Pouvreau est journaliste de la PQR, de la presse quotidienne régionale. Il travaille à *La Nouvelle République*, au sein de la rédaction de Tours. Il y officie principalement en tant que journaliste politique, domaine qu'il couvre avec d'autres confrères, qui n'ont toutefois ni sa notoriété ni son efficacité. Il est à Tours, et peut-être même dans l'Indre-et-Loire, le journaliste politique de la NR. Mais il est aussi, en même temps, l'incarnation d'un système de domination antidémocratique.

Pourquoi ? C'est qu'à le suivre, année après année, article après article, on se rend compte que Pouvreau, c'est la quintessence du prêt-à-penser journalistique. Il pense bien sûr, c'est-à-dire enquête, prend des notes, écrit, publie, mais jamais ô grand jamais, il ne sort du préconçu, du moule, du cadre.

Son article-modèle en est l'illustration. À de rares exceptions près, il est toujours composé de la même façon. En trois temps. D'abord « l'accroche », comme l'on dit dans la presse, afin d'intriguer le lecteur et se faire (un peu) peur à lui-même. Vient ensuite « le corps du papier », qui consiste en un montage, plus ou moins bien fabriqué et fidèle, des propos des personnes qu'il a appelées ou rencontrées, dont la juxtaposition est censée justifier sa neutralité de journaliste. Puis survient, autour d'un ou deux paragraphes, la conclusion, dont les prétendus « bon sens » et « leçons à tirer » occultent mal le message politique de fond : l'ordre, mon ami, est ce qu'il est, les institutions sont légales et par conséquent légitimes, et il faut donc bien, interviewé ou lecteur, que

tu t'y résolves ! Et hop, fin de prose, indifféremment signée OP ou Olivier Pouvreau, mais indéfiniment reprise quelle que soit la couleur du pouvoir, de Germain à Denis, en passant par Babary, Bouchet et bien d'autres autorités (Briand, Schwartz), qu'il importe surtout de ne pas froisser, contester.

« Vous comprenez, on n'avait pas de place, mais la prochaine fois... »

Voilà pour la vitrine, translucide ou facilement décryptable, mais il y a aussi l'envers du décor, l'arrière-cuisine. Reconnaissables à ceux qui ont pris l'habitude du journaliste et savent donc lire, en creux, dans le creux, du même article-modèle. On y rencontre ainsi, parsemant le papier, quelques étiquetages commodes, quelques petites piques de passage, quelques mots plus fielleux que mielleux, bref toutes sortes d'indices qui dénotent que l'impartialité, la neutralité de Pouvreau laissent à désirer. Mais, de l'arrière-cuisine, on peut aussi se montrer plus directif encore. Ce sera alors, au choix, la coupe dans les propos recueillis ou le communiqué transmis, la taille inégale du papier finalement publié, quand n'intervient pas le plus simple, le plus efficace : la censure par omission, silence du chef ! Tout cela enrobé d'explications doucereuses et hypocrites que se chargera de distiller le Pouvreau téléphonique. « Vous comprenez, on n'avait pas de place, mais la prochaine fois... ». Au lieu de dire et d'écrire, en incurable légitimiste et assidu serviteur de qui le paye : « que le grand Saint-Cricq me croque, si je n'obéis pas ! ».

Et puis, et puis... il y a le « off », ce qui justement ne se dit pas, sauf en privé, et qu'il faut donc se garder de révéler publiquement. Tout le Pouvreau déjà croqué s'y retrouve, dans un mélange rigolo d'amabilité, de réflexions raccourcies et d'amertume inattendue. Croisé lors d'une manifestation ou autour d'un café dans les locaux de la NR et de TV Tours, le bonhomme vous

écoute, tout sourire, et il arrive ainsi que vous retrouviez quelque temps plus tard, publiée dans les colonnes du journal, la « bonne idée », la « bonne formule » à laquelle il – ou plutôt son prêt-à-penser – n'avait pas encore songé. « Très bien, très bien, ça... » vous adresse-t-il alors. Mais l'homme peut également se défendre, argumenter sur la différence, par exemple, entre « impartialité » et « neutralité » journalistique, subtil distinguo surtout destiné à se convaincre lui-même. Ou sur celle, encore, entre « extrême-gauche » et « gauche radicale », cette dernière expression étant à ses yeux moins stigmatisante que l'autre, qu'il a donc, gentiment, abandonnée. Preuve bien entendu qu'il n'hésite pas à se renouveler, à faire preuve d'imagination. Enfin, surgit quelquefois l'instant du scoop. « Vous savez, moi, je ne suis adhérent à aucun parti. Et pour tout vous avouer, la politique me dégoûte ! », lance-t-il sincère et amer tout à la fois. Dur métier, donc, que vous faites là, Monsieur Pouvreau...

Pourquoi un tel journalisme existe-t-il encore ? Pourquoi l'acceptons-nous ? À qui la faute ? Il faut ici, en guise de première analyse, dérouler une série de responsabilités, d'importance et de nature diverses, mais qui, toutes enchevêtrées, font système.

Il y a d'abord la lourde responsabilité des propriétaires de la NR (etc.), la famille Saint-Cricq, suivie de celles des Pouvreau et Pouvrettes qui, bien formatés de l'école à la pratique, sacrifient la liberté de pensée et d'expression sur l'autel d'un consensus mou, propre à assurer la perpétuation du monopole – ou quasi monopole – de la PQR. Ici, faut-il le préciser, comme dans n'importe quelle autre région de l'hexagone. Il y a ensuite l'indéniable responsabilité des politiques qui, toutes tendances confondues (y compris la mienne), choisissent de faire profil bas car ils redoutent, en se mettant mal avec Pouvreau ou ses semblables, de se voir priver d'écho. Les uns, ceux des pouvoirs en place, profitent de la situation, ravis, enorgueillis de leur « surface » médiatique, qu'elle leur soit traditionnelle ou récemment dévolue ; les

autres, ceux de la contestation, encaissent les injustices, les humiliations de ce pluralisme tronqué, sans jamais oser franchir la limite au-delà de laquelle leur « ticket » ne serait plus du tout valable.

Et le même concert consentant, à quelques variantes ou détails près, se joue également chez d'autres (syndicats, associations, macro ou microentreprises, etc.) : un petit papier dans la NR ne fait jamais de mal au portefeuille, à « l'orga » ou au tout à l'égo ! Enfin, les lecteurs ou non-lecteurs de la NR ne sont pas non plus sans responsabilité. Les premiers, quand ils sont d'esprit critique, découpent régulièrement le journal, accumulant ainsi dans d'épais dossiers les preuves du système, ou bien y vont encore de leur « mais à quoi t'attends-tu, c'est la NR, c'est du Pouvreau, faut pas rêver ! » ; quant aux seconds, ils se partagent en deux sous-ensembles : d'esprit indifférent, ils ne sont tout simplement pas au courant, d'esprit contestataire, ils choisissent l'engagement dans les médias alternatifs et les réseaux sociaux, laissant eux aussi, de fait, le journaliste à ses « sélections ».

Ainsi va la pelote, l'écheveau qui, fil après fil, fabrique l'ordre, et en son sein, un journalisme qui se fiche, assurément, de ce que les Grecs anciens nommaient l'*isegoria* : le droit à l'égalité de la parole. Ou de l'écrit.

À l'heure où nous bouclons ce deuxième numéro de L'Antivol-papier, je viens d'apprendre qu'Olivier Pouvreau partait ces jours-ci à la retraite. Gratifié, après 40 ans de services, d'un article louangeur, quasi hagiographique, de ses confrères de la NR. La conclusion est donc toute trouvée : il est évident que le « pouvreautisme », phénomène de structure, maladie de la presse et de la société, continuera après son départ. Jusqu'au moment où nous nous déciderons à livrer enfin la mère de toutes les batailles : celle contre les médias dominants. Ici, en Touraine, comme partout.

Pierre Bitoun



La belle et saine colère de Bernard Friot

La scène se déroule le 28 juin 2016, au Lieu-Dit, à Paris. Ce jour-là, la revue Ballast organise un débat, intitulé « Salaire à vie et revenu de base : quelles différences, quelles convergences ? ». Derrière une table, sont assis Baptiste Mylondo, pour le revenu de base, et Bernard Friot, pour le salaire à vie. La salle est comble et la rencontre, interventions des invités et échanges avec l'auditoire, durera plus de deux heures.

Peu avant la fin, à la suite d'une question venue de la salle, Bernard Friot reprend le micro et va en 3 minutes 30 mettre, comme l'on dit, les points sur les i. Sur les mots d'abord, et ce qu'ils charrient de violences, de tromperies, de leurres par lesquels beaucoup se laissent gouverner. Sur l'histoire, ensuite, de la pensée et de l'action révolutionnaire et la façon de concevoir leur avenir. La prise de parole, jaillissante, nerveuse, lucide, fait partie de ces moments d'exception où, en quelques fulgurances, le vocabulaire des idées toutes faites se trouve mis cul par-des-

sus tête et où s'énonce, en mots simples, directs, un renversement radical de perspectives.

À L'Antivol, nous nous sommes donc dit qu'il fallait rendre hommage à ce moment et à son auteur. On peut le voir sur notre blog, grâce à l'extrait de la conférence mis en ligne par la Revue Ballast. Mais on peut aussi le lire – et le relire... – grâce au verbatim ci-dessous reconstitué par nos soins. Enfin, comme 3'30 ou 30 lignes ne font pas un livre, nous vous recommandons la lecture de Vaincre Macron (La Dispute, 2017), à notre avis le meilleur exposé de l'ensemble des thèses de Bernard Friot.



«Je maintiens qu'il est absolument fondamental de se battre contre toute définition de quelqu'un comme exclu et comme pauvre. Laissons ça au capital et à ses bonnes sœurs. Personne ne peut être défini comme exclu et comme pauvre. Définir quelqu'un par son

manque c'est lui faire une violence tout à fait considérable.

«Lorsque la classe ouvrière s'est construite, elle ne s'est pas construite comme syndicat de victimes. Elle ne s'est pas posée comme des exclus vaincus. Elle s'est posée comme la seule productrice de valeurs et exigeant à ce titre une reconnaissance comme producteur de valeurs – on discutera ensuite la question travail pas travail... Sur ce point-là, je suis d'une fermeté totale. Parce que je constate justement que dans les années 1970, et c'est là qu'on a un début de l'impuissance syndicale, dans les années 1970, on voit arriver le vocabulaire de la pauvreté dans des textes qui n'en parlaient jamais ! Jamais la classe ouvrière ne s'est définie comme un regroupement de pauvres. Déclarer quelqu'un pauvre, c'est lui faire une violence inadmissible ! Ça fait partie justement du mépris dans lequel le capital nous tient. Personne n'est pauvre ! Et nous n'avons pas à conquérir des droits pour subsister et sortir de la pauvreté.

«Nous avons à conquérir des droits pour être souverains sur la valeur économique, pour être propriétaires de l'outil de travail. C'est en permanence ce point-là qu'il faut mettre au centre du dispositif. Je le répète, nous sommes un pays occupé ! On peut

mieux redistribuer tout ce qu'on veut, tant que nous ne décidons pas de l'outil de travail et de l'outil de travail dans sa totalité... Parce qu'on peut évidemment faire des jardins bio dans un océan d'agrobusiness, évidemment qu'on peut faire des formes locales de production d'électricité en laissant Areva produire son nucléaire, sauf que c'est pas sérieux !

C'est faire une violence infinie aux personnes que de les définir par leur manque

«Nous sommes confrontés à un adversaire tel que nous devons avoir un projet révolutionnaire. Et un projet révolutionnaire ça ne peut jamais passer, et ça je te le dis avec une grande fermeté, ça ne peut jamais passer par le soutien aux pauvres ! Ça c'est de la merde ! Moi, je ne soutiens pas les pauvres, je ne désigne personne comme pauvre, c'est faire une violence infinie aux personnes que de les définir par leur manque. Je ne suis pas solidaire de toi parce que j'ai et que t'as pas. Ça c'est de la saloperie ! Je suis solidaire de toi parce que nous avons ensemble à construire une alternative au capital, et c'est pas une partie de plaisir... »

La Rédaction

BIBLIOTHÈQUE RADICALE



À propos de « 24/7. Le capitalisme à l'assaut du sommeil »

Dans ses Manuscrits de 1857-1858, Marx écrit : « La nature du capital est de se propulser au-delà de toutes les barrières spatiales. La création des conditions physiques de l'échange – des moyens de communication et de transport – devient donc dans une toute autre mesure une nécessité pour lui – l'anéantissement de l'espace par le temps. » Reprenant et élargissant cette réflexion, Jonathan Crary, professeur d'art moderne et d'esthétique à l'Université Columbia de New York, s'attelle dans son essai, 24/7 (1), à décrypter et dénoncer les assauts permanents du capitalisme contre l'une des dernières barrières naturelles existantes : le sommeil.

Appuyant sa réflexion sur des exemples (comme les recherches américaines qui visent à créer un individu qui ne dort pas), des faits historiques (naissance de l'éclairage électrique, etc.) et des références à des philosophes ou sociologues (Marx, Deleuze, Arendt, Lefebvre, Sartre, etc.), Crary propose une analyse de la « fabrique de la docilité » qui s'emploie à déréguler et uniformiser les rythmes humains. Qu'il s'agisse de la généralisation des « modes veille » sur nos appareils (connectés ou non...), de l'impératif de travailler 24h/24h, de l'idéalisation de la figure d'un individu toujours occupé, de l'instauration d'un état d'incertitude et de peur généralisé, de la conception du sommeil comme obstacle à l'accumulation et au profit, on observe bien comment s'opère, par grignotage, la colonisation marchande de toutes les sphères de notre vie.

«Il ne saurait exister aucune option de vie crédible ou visible en dehors des impératifs de communication et de consommation 24/7. La moindre remise en question, le moindre doute jeté sur ce qui constitue aujourd'hui le moyen le plus efficace de produire du consentement et de la docilité, et de réduire la raison d'être de l'activité sociale au pur intérêt personnel sont implacablement voués à la marginalisation. » (p. 61). Puisque l'avenir appartient à ceux qui se lèvent tôt et que le sommeil est « un truc de losers » (p. 24), le durable, la mémoire, le passé, la lenteur, le rêve, la réflexion, l'imagination, la créativité, les rituels du quotidien sont relégués dans l'inutile ou réduits à de pures fonctions.

L'avènement d'une société 24/7 aboutit donc à la perte de notre pouvoir politique et à la soumission aux exigences du marché. Dès lors, Jonathan Crary nous invite à rêver à un futur sans capitalisme pour remettre au cœur des nos vies les saisons, les formes cycliques de vie, l'équilibre entre clarté (vie politique, vie publique) et obscurité (vie privée, confidentialité).

Au final, un ouvrage doublement stimulant : il nous invite à nous endormir tranquille et à nous tenir éveillé... au sens politique du terme !

Ariane Randeau

(1) La Découverte/Poche, 2016 (traduction Grégoire Chamayou, 1ère édition en anglais, 2013).

LES BRÈVES DU SATIRIQUE



Quand un « bisounours » arme la police municipale

Philippe Geiger, 10ème adjoint au maire de Tours, est un sacré conteur ! Dans Tours Magazine de novembre-décembre 2020, il se fait tout miel et cherche à nous enfumer avec le nouvel intitulé de sa fonction municipale. Il devient délégué à la « tranquillité publique », expression bien plus « cool » et « inclusive » que le terme, ancien, de « sécurité ». Les faits, évidemment, contredisent ce tour de passe-passe langagier : renforcement prévu des effectifs de la police municipale, équipement des agents en caméras-piéton, vidéo-verbalisation des infractions au stationnement, maintien de l'armement des policiers et de la vidéo-surveillance, etc. Bref, sous le gant de velours, la main de fer, réelle ou numérique, se déploie, nous forçant à rester tranquilles...

Le père Noël en a plein les bottes !

Pour les fêtes 2020, la nouvelle majorité municipale n'a pas mégoté. Dans un remarquable élan de « proximité » et de « lien social », elle a décidé de décentraliser le marché de Noël aux quatre coins de la ville : place Anatole France, place de la Résistance, place Châteauneuf et boulevard Heurteloup. Le résultat ne s'est pas fait attendre. Obligé de trimbaler sa hotte d'un marché à l'autre, le Père Noël en a rapidement eu plein les pattes, grave les boules, d'autant que ce surcroît de mobilité (douce) était bien peu rémunéré. Interrogé par Le Satirique, le Père Noël était vert de rage. Il exige, si l'initiative est reconduite l'année prochaine, que ses déplacements se fassent en traîneau électrique. C'est beau la magie de Noël...

Vélo, panneau, bobo(s)

Sur le pont Wilson, on y compte, on y compte ! Sur le pont Wilson, on y compte les vélos ! La nouvelle majorité tourangelle, en vraie maniaque du chiffre, a installé en décembre 2020 un panneau électronique qui fournit en temps réel le nombre de cyclistes passant sur ce pont fermé depuis août dernier à la circulation automobile. Ce culte statistico-bobo a d'ores et déjà eu de multiples conséquences, aussi inquiétantes que loufoques. Certains cyclistes, carrément électrisés par « l'innovation », se sont mis à faire d'incessants allers-retours d'un bout à l'autre du pont, histoire de vérifier le bon fonctionnement du système de comptage. D'autres, au contraire, semblent ne pas du tout apprécier la pose du panneau et, se sentant surveillés, remettent (vertement) leurs masques à son approche. L'autre jour enfin, on a échappé de peu à un grave accident. Deux cyclistes, venant en sens inverse et distraits par les chiffres luminescents, se sont percutés. Ils s'en sont heureusement tirés sans trop de mal, avec quelques... petits bobos.

De Michel-Ange à Jean Royer

Comme tout organe de propagande municipale, Tours Magazine est, quel que soit le maire en place, une source inépuisable de curiosité(s). Dans le n° de juillet-août 2020, on apprend ainsi, au détour d'un article consacré au quartier des Fontaines, que le projet de création de 20 000 logements sur les rives de la vallée du Cher, de Rochepi-nard aux Deux Lions, correspondait à l'ambition du légendaire Jean Royer, maire de Tours de 1959 à 1995, de s'inscrire « dans la lignée des grands bâtisseurs de la Renaissance et du XVIIIème siècle ». Ni les habitants des-dits quartiers, ni Michel-Ange n'ont souhaité faire de commentaires.